

Réforme de l'Eglise

Les catholiques australiens peuvent désormais espérer transparence et responsabilité accrues de la part des paroisses et des diocèses si des réformes sont mises en œuvre

John Warhurst, Australie, le 28 mai 2019

Le professeur émérite John Warhurst est président de *Concerned Catholics Canberra Goulburn* (CCCG, *'Catholiques Engagés de Canberra Goulburn', groupe de laïcs du diocèse de Canberra Goulburn militant pour revoir la place des laïcs dans l'Eglise, ndt*) et membre de l'équipe projet 'Révision de la gouvernance' mise en place par la Conférence des évêques catholiques australiens et *Catholic Religious Australia* (CRA, *Assemblée des Religieux Australiens, qui rassemble les responsables des ordres et congrégations, ndt*) par l'intermédiaire du groupe de conseil sur la mise en œuvre du projet dont il est membre.

Cet article est d'abord paru dans « *Pearls and Irritations* » (*Consolations et désolations, blog australien de John Menadue, spécialisé dans le domaine des politiques publiques de tous ordres, ndt*).

L'examen en cours de la gouvernance de l'Église en Australie a suscité un intérêt considérable aux niveaux national et international comme étant un vrai pas en avant dans la réforme de l'Église.

Cette action ne doit pas être vue comme une prise de contrôle de la réforme de l'Église en raison des contraintes considérables imposées au travail de l'équipe d'évaluation (*de la gouvernance, ndt*), mais l'équilibre des compétences et de l'expérience des membres de ce groupe signifie que les catholiques australiens peuvent en espérer un résultat stimulant et novateur car s'appuyant sur l'examen de tout ce qui se fait dans le domaine en Australie et dans le monde.

Quel plaisir et quel enseignement de travailler avec mes six autres membres de l'équipe du projet 'Révision de la gouvernance' (*GRPT: Governance Review Project Team, ndt*) sur un sujet aussi important pour l'avenir de l'Église qu'est la gouvernance et la gestion des paroisses et des diocèses.

J'espère que cette action, bien qu'elle soit jusqu'à présent menée sous le feu des projecteurs, suscitera l'intérêt de nombreux autres membres de l'Église.

C'est déjà le cas. Depuis son lancement, j'ai été informé d'échecs de gouvernances paroissiales frustrants ; ils donnent du poids à la nécessité d'une meilleure gouvernance à tous les niveaux, pour plus de responsabilisation, de transparence et de participation.

Mes collègues et moi-même souhaiterions en recevoir encore plus, tant du point de vue diocésain que du point de vue paroissial.

De nombreux hauts responsables de l'Église ressentent déjà profondément la crise organisationnelle. Un ancien vicaire général ayant une grande expérience m'a dit: "Il doit y avoir un moyen de faire mieux. Il semble étrange qu'un évêque soit le législateur, l'administrateur et le juge, agissant souvent en secret sans procédure d'appel, sans transparence, ni responsabilité. "

Un autre vicaire général m'a dit cependant : "La tâche qui vous est confiée est immense et nécessitera un changement de conscience pour beaucoup, mais surtout un changement de culture."

Le GRPT est conscient de l'énormité d'une tâche qui consiste à provoquer un changement culturel durable des attitudes, des comportements et des institutions.

Il y a au moins deux points de départ nécessaires pour cet examen.

L'un consiste à atteindre un consensus théologique sur la nature de l'Église, sa gouvernance et sa présence au monde.

En vertu du droit canonique, les prêtres et les évêques jouent un rôle central dans la direction de l'Église, le pouvoir de gouvernement étant réservé aux membres du clergé, à l'exclusion des laïcs. La réforme de la gouvernance ne pourra pas progresser si ces lois de l'Église ne changent pas.

Un prêtre retraité de Melbourne, Eric Hodgens, estime que l'équipe de révision doit aborder la théologie de l'Église et la théologie de la prêtrise.

A moins d'un accord sur la nature de l'Église, les propositions seront paralysées.

L'Église a une organisation particulière, mais il n'est pas utile de dire qu'elle est mystérieuse ou que ses caractéristiques sont divines. C'est une institution humaine malgré l'inspiration divine.

Le deuxième point de départ consiste à mieux connaître les structures de gouvernance, la façon dont elles fonctionnent et les différentes cultures australiennes.

Ce que nous savons, ou du moins avons de bonnes raisons de soupçonner, est qu'il existe une grande diversité entre les paroisses et les diocèses, façonnée par les dirigeants historiques et actuels, prêtres et évêques.

Au-delà notre ignorance est considérable.

Dans le passé, personne ne souhaitait collecter des informations. Le GRPT cherche à remédier à ce manque en chargeant le Bureau National de Recherche Pastorale (*NPRO, National Pastoral Research Office*) de la Conférence des Evêques Catholiques d'Australie (*ACBC, Australian Catholic Bishops Conference*) à Canberra, d'examiner les structures et pratiques de gouvernance diocésaines et paroissiales.

Il doit y avoir plus de transparence et la volonté de partager.

Nous voulons examiner le fonctionnement des diocèses et des paroisses, des bureaux et des conseils qui ont été mis en place et l'autorité qui leur a été conférée, qui y participe et de quelle manière est assurée la responsabilité.

Les propositions de réforme ne manquent pas, beaucoup émanant du large mouvement de réforme de l'Église.

Elles intègrent des recommandations issues d'enquêtes précédentes dans l'Église, telles que l'enquête des évêques sur la participation des femmes dans l'Église il y a 20 ans.

La plupart de ces propositions ont déjà été soumises au Conseil Plénier (*du projet, ndt*) et certaines, comme la proposition des 'Catholiques pour le Renouveau' (*Groupe de catholiques progressistes qui s'appuient sur l'enseignement de Vatican II, ndt*), ont trouvé un éditeur et seront bientôt largement disponibles.

Certaines réformes sont déjà en cours dans les diocèses et les paroisses ; il y a de nombreux exemples de bonne gouvernance qui témoignent d'un changement culturel pour plus de transparence, de responsabilité et de participation significative des laïcs femmes et hommes.

Mais il doit y avoir plus de transparence sur ces étapes de progrès et la volonté de les partager.

Espérons que les diocèses et les paroisses se manifesteront pour partager leurs expériences.

Le GRPT sait qu'il doit s'attaquer à tous les problèmes ; c'est une tâche de grande envergure et il y aura certainement des redites.

Les documents soumis au Conseil plénier 2020 constituent une source d'information essentielle.

Plutôt que de réinventer la roue, le GRPT doit tirer parti de toute la sagesse en matière de gouvernance contenue dans nombre de ces propositions qui proviennent des diocèses et des mouvements de réforme, mais également de personnes ordinaires et de paroisses ayant une expérience de la pastorale de rue.

Cela signifie que deux processus de réforme parallèles sont en cours et qu'il convient de les associer avec tact.

Un moyen est proposé dans les attendus du GRPT. Ce dernier rapportera à l'ACBC et au CRA d'ici mars 2020, à temps pour que ses recommandations trouvent place à l'ordre du jour de la réunion du Conseil Plénier d'octobre 2020.

Ce calendrier est incroyablement serré car, pour être utiles, les recommandations doivent non seulement être présentées, mais également expliquées et largement discutées aux niveaux diocésain et paroissial.

L'autre est défini dans les plans de l'équipe du Conseil Plénier pour avancer dans le processus de consultation en mesurant la pertinence des propositions clés afin de construire l'ordre du jour.

Mais avant cela, les deux processus pourraient être fusionnés dans les groupes de travail nationaux qui seront mis en place prochainement par l'équipe de facilitation du Conseil Plénier. Les questions de gouvernance figureront probablement dans plusieurs de ces groupes de travail et les représentants des deux processus se réuniront sans doute bien avant la réception de tout rapport du GRPT.

De nombreuses voies de réforme de l'Église

Le GRPT s'oriente également dans plusieurs autres directions afin de tirer le meilleur parti des compétences nationales et internationales. Le Dr Brendan Reed, curé de la paroisse Notre-Dame du bon conseil, à Deepdene, Melbourne, a été engagé pour élaborer un document sur la bonne gouvernance du point de vue des paroisses.

Des accords similaires peuvent être pris avec les principaux experts en gouvernance ecclésiale en Australie et dans le monde, tous cherchant à tirer parti le plus rapidement possible des réflexions et des idées pratiques disponibles.

Un protocole d'accord de collaboration a également été conclu avec la « Leadership Roundtable » (*LR, Table Ronde des dirigeants, groupe de clercs et de laïcs américains engagé dans la recherche des meilleures pratiques de management, de gestion économique et de ressources humaines*), une organisation à but non lucratif qui implique des personnalités de l'Église américaine, des cardinaux les plus en vue aux dirigeants laïcs.

L'objectif de LR est de conseiller les Eglises sur la manière d'introduire des processus performants et de former la prochaine génération de dirigeants, laïcs et clercs, afin d'intégrer cette approche dans le tissu de l'Église. Nous avons des intérêts mutuels et pouvons apprendre les uns des autres.

Il existe de nombreuses voies de réforme de l'Église et il y aura de nombreux arrêts au stand.

Cet examen de la gouvernance de l'Église pourrait s'avérer être l'un des éléments les plus importants de la réforme ; le travail entrepris ne sera probablement pas achevé d'ici mars prochain.

À bien des égards, ce rapport ne sera qu'une première étape d'un long voyage.

Les évêques ont peut-être laissé le génie de la réforme de la gouvernance sortir de la bouteille, mais ils en détiennent toujours les leviers, à la fois individuellement et collectivement.

Il en va de même pour les prêtres de paroisse dans le contexte paroissial local.

Il y a tellement de choses qu'ils peuvent déjà faire.

Le rythme et la portée des réformes futures seront déterminés en dernier ressort par la manière dont l'équipe du projet 'Révision de la gouvernance', le Conseil Plénier 2020, le mouvement de réforme, les dirigeants locaux et les communautés ecclésiales associeront leur foi, leurs talents, leur énergie et leur détermination, pour le bien commun.

Church reform

Australian Catholics can now look to much greater transparency and accountability from parishes and dioceses if reforms are implemented

John Warhurst, Australia, May 28, 2019

Emeritus Professor John Warhurst is Chair of Concerned Catholics Canberra Goulburn and a member of the Governance Review Project Team set up by the Australian Catholic Bishops' Conference and Catholic Religious Australia through their Implementation Advisory Group.

This article first appeared on [Pearls and Irritations](#).

The Church governance review now underway in Australia has attracted considerable national and international interest as a forward step in Church reform.

This opportunity should not be over-sold as taking control of Church reform, because of the considerable constraints under which the review team is working, but the balance of skills and experience in this group means that Australian Catholics can look forward to a challenging, creative yet practical report drawing on mapping, consultation and research both within Australia and more broadly.

What a delight and an education it is for me to work with my six fellow Governance Review Project Team (GRPT) members on such an important topic for the future of the Church as parish and diocesan governance and management.

My hope is that this review, while it has been conducted out of the limelight so far, will now engage many more Church members.

That is already happening; since it was made public I have already been contacted with stories from the parish level about frustrating failures of Church governance, which put flesh on the general principles of the need for better governance at all levels, including greater accountability, transparency and inclusiveness.

My colleagues and I would welcome many more, both from diocesan and parish perspectives.

Many senior Church leaders already deeply sense the organizational crisis.

One former Vicar-General with vast experience commented to me that "There has to be a better way. It does seem strange that a bishop is the legislator, administrator and the judge, often acting in secret with no seeming appeal process, no transparency, nor accountability."

Another current Vicar-General advised me, however, that: "The task before you is a large one and will require a change of consciousness for many, but more significantly a change in culture."

The GRPT is conscious of the enormity of this task of bringing about lasting cultural change understanding that it includes attitudinal, behavioral and institutional dimensions of change.

There are at least two necessary starting points for the review. One is to reach some working theological consensus about the nature of the Church and its governance and leadership.

Priests and bishops are central under canon law to Church leadership with the power of governance reserved to members of the clergy to the exclusion of the laity. Governance reform will be inhibited unless these Church laws change.

Retired Melbourne priest Eric Hodgins believes that the review team must therefore address the theology of the Church and the theology of the priesthood.

Certainly, unless there is some agreement about the nature of the institution being reviewed specific proposals will be hamstrung.

The Church has special organizational qualities, but it is no help just to say that it is mysterious or its characteristics divine. It is a human institution despite having divine inspiration.

The second starting point is to learn much more about existing Church governance structures, operations and cultural styles in Australia.

What we do know, or at least have strong grounds to suspect, is that there exists huge variety across parishes and dioceses, determined respectively by the historical and current leadership of priests and bishops.

Beyond that our ignorance is extensive.

In the past no one has been interested in accumulating the data. The GRPT is seeking to address that void by commissioning the Australian Catholic Bishops Conference (ACBC) National Pastoral Research Office (NPRO) in Canberra to survey dioceses about their governance structures and practises both at a diocesan and parish level.

There should be greater transparency and a willingness to share

This will address how dioceses and parishes operate, what agencies and councils have been set up, with what authority, who takes part in them and how they ensure accountability.

There is already no shortage of reform proposals, many emanating from the Church reform movement.

This includes a stock-pile of recommendations from previous Church enquiries, such as the bishops' enquiry into women's participation in the Church 20 years ago.

Most of these proposals have been put to the Plenary Council already and some, like the submission by Catholics for Renewal, have found a commercial publisher and will shortly be much more widely available.

Some reforms are already underway in dioceses and parishes too, where there must be many examples of good governance practice which evidence cultural change inclusive of transparency, accountability and meaningful participation by lay women and men.

There should be much greater transparency about these steps and a willingness to share.

Hopefully those dioceses and parishes with a strong story to tell will come forward.

The GRPT knows it must come to grips with all of these, a large task in itself, even if there is some repetition.

A crucial source of information are the submissions made to the Plenary Council 2020.

Rather than re-inventing the wheel the GRPT must take advantage of the wisdom on governance contained in many of these submissions, both those from dioceses, peak organizations and prominent reformers but also those from unheralded individuals and parishes with street-level personal experience.

This means there are now two parallel national reform processes underway which need to be sensitively brought together.

One way is set out in the GRPT terms of reference. It will report to the ACBC and Catholic Religious Australia by March 2020 in time for its recommendations to find a place on the agenda of the Plenary Council meeting in October 2020.

That timetable is incredibly tight because to be useful recommendations not only have to be put forward but explained and widely discussed at diocesan and parish level.

The other is set out in the plans of the Plenary Council team itself to take the consultation process further by sorting and weighing the key submissions in order to formulate agenda proposals.

But even before then the two processes may be melded in the national working parties to be set up shortly by the Plenary Council Facilitation Team. Governance questions will probably feature in several of these working parties and individuals from both processes will doubtless get together well before any report is received from the GRPT.

Many avenues to Church reform

The GRPT is setting out in several other directions too, so as to make the most of national and international expertise. Dr Brendan Reed, parish priest of Our Lady of Good Counsel, Deepdene, Melbourne, has been engaged to develop a paper on good governance from the parish perspective. Similar engagements may be made with leading ecclesial governance experts across Australia and the world, all seeking a swift injection of available wisdom and practical ideas.

A memorandum of understanding has also been agreed for collaboration with the Leadership Roundtable in the United States, a registered non-profit organization which involves key figures right across the American Church, from prominent cardinals to lay leaders.

The roundtable's aim is to advise their church on how to introduce public performance standards and how to develop the next generation of leaders, lay and ordained, to embed such understandings in the fabric of the Church. We have mutual interests and can learn from each other.

There are many avenues to Church reform and there will be many pit-stops along the way.

This Church governance review could turn out to a most important element of such reform and the work it undertakes will probably not even be fully completed by next March.

That report will in many ways only be a first instalment on a longer journey.

While the bishops may have let the governance reform genie out of the bottle, they still hold the levers of reform in their hands, both individually and collectively.

The same is true of parish priests within the local parish context. There is so much that they can do already.

The pace and scope of future reform will be determined ultimately by the way the Governance Review, the Plenary Council 2020, the reform movement, and individual leaders and Church communities combine their faith and talents and their energy and determination, for the common good.